

Le recensement des entreprises: une source d'informations au service de l'économie et de la politique

Le recensement des entreprises est la seule enquête exhaustive réalisée à l'échelle nationale auprès de l'ensemble des établissements et des entreprises des secteurs secondaire et tertiaire. Il porte sur des variables structurelles importantes et faciles à relever, et livre des informations clés sur le tissu économique de la Suisse et ses mutations. De plus, ses résultats constituent une source de données unique, de même qualité et d'envergure nationale, utilisée à la fois par les patrons d'entreprises, les décideurs politiques, les administrations publiques, les journalistes, les scientifiques, les instituts de recherche, les groupes d'intérêts ou les bureaux de planification spatiale, mais aussi par toute personne désirant acquérir des connaissances statistiques sur la structure économique de la Suisse.



Le recensement des entreprises porte sur des variables structurelles importantes et faciles à relever, comme la localisation de l'établissement, l'emploi et l'activité économique. Ces variables sont directement récoltées auprès des entreprises au moyen d'un questionnaire simple et concis. En illustration: atelier dans une fonderie de cloches à Uetendorf (FR).

Photo: Keystone

Depuis plus de 100 ans, le recensement des entreprises fournit des informations clés sur la structure économique de la Suisse pour l'industrie, les arts et métiers ainsi que les services. Réalisé pour la première fois en 1905, il répondait alors à la volonté de plusieurs associations professionnelles de disposer d'une statistique fournissant des données sur l'ensemble des unités de production de l'économie suisse. Initialement prévu tous les dix ans, ce rythme

n'a été appliqué qu'à partir de 1955 en raison des deux guerres mondiales. Face à une économie de plus en plus dynamique, le recensement des entreprises a lieu, depuis le début des années nonante, tous les trois à quatre ans. Le plus récent remonte à fin septembre 2005 et s'adressait à plus de 370 000 établissements représentant quelque 3,7 millions d'emplois. Le prochain aura lieu en septembre 2008 et les préparatifs sont déjà pleinement engagés. À partir de 2011, il est prévu d'instaurer un recensement annuel sur la base des données administratives et de registres.



Pauline Morard
Responsable du domaine Publications et communication de la section Structure des entreprises, Office fédéral de la statistique OFS, Neuchâtel



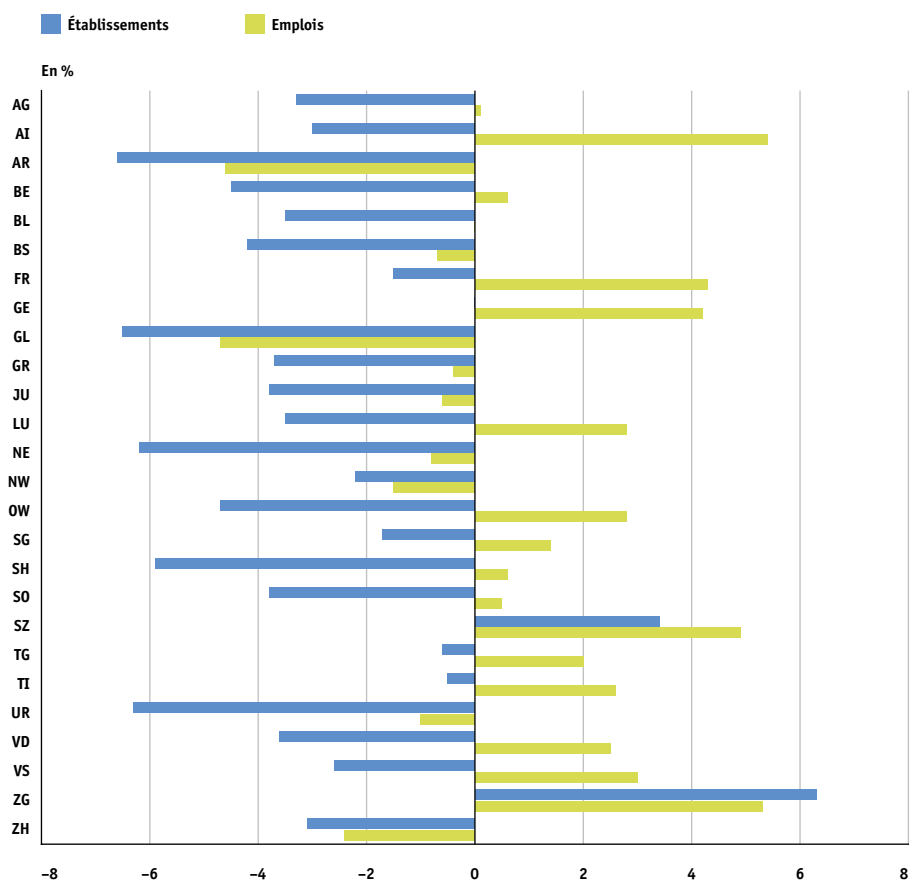
Maria Savoldelli
Domaine Publications et communication de la section Structure des entreprises, Office fédéral de la statistique OFS, Neuchâtel

Un reflet de la structure économique de la Suisse

Le recensement des entreprises porte sur des variables structurelles importantes et faciles à relever, comme la localisation de l'établissement, l'emploi et l'activité économique. Ces variables sont directement récoltées auprès des entreprises au moyen d'un questionnaire simple et concis. Elles donnent lieu à toute une série de travaux de valorisation permet-

Graphique 1

Évolution des établissements et des emplois par canton, 2001–2005



Source: OFS/La Vie économique

tant de disposer d'une large palette d'informations statistiques et de saisir au mieux la structure économique suisse. Ainsi, les données de base révélées par le questionnaire sont complétées par des variables secondaires provenant d'autres sources (par exemple la forme juridique inscrite dans le Registre des entreprises et des établissements) ou résultant de calculs (par exemple les équivalents plein temps). Parmi les travaux de valorisation, la sectorisation détermine notamment si l'activité économique d'une entreprise est marchande ou non, tandis que le géocodage attribue, à partir du Registre des bâtiments et logements, un numéro de commune à un établissement ainsi que ses coordonnées géographiques. La plupart de ces travaux se basent sur des nomenclatures et domaines de valeurs permettant de classer et de structurer les informations statistiques.

L'utilité du recensement des entreprises se mesure, d'une part, à la fréquence des demandes de renseignement (cent par mois en moyenne) et, d'autre part, à la complexité des requêtes qui peuvent exiger plusieurs

jours de travail. Disponibles sous des dispositions strictes de protection des données, les résultats du recensement fournissent d'importantes informations, en particulier sur la répartition spatiale des établissements et des emplois des différentes branches économiques; ils permettent, en outre, une analyse historique et comparative des principaux indicateurs économiques. Ils ne peuvent être livrés et publiés que sous une forme qui empêche l'identification des personnes physiques ou morales. Par conséquent, les données sont traitées de manière strictement confidentielle et utilisées exclusivement à des fins statistiques, de recherche ou de planification.

Exemples concrets d'utilisation

Les variables de base (localisation de l'établissement, emploi et activité économique) trouvent une utilité directe dans la société en apportant des informations spécifiques, mais peuvent également être combinées avec les variables secondaires et constituer un outil d'aide à la décision ou servir de base à des analyses plus approfondies. Quelques exemples concrets permettront d'illustrer la façon dont s'utilisent ces données.

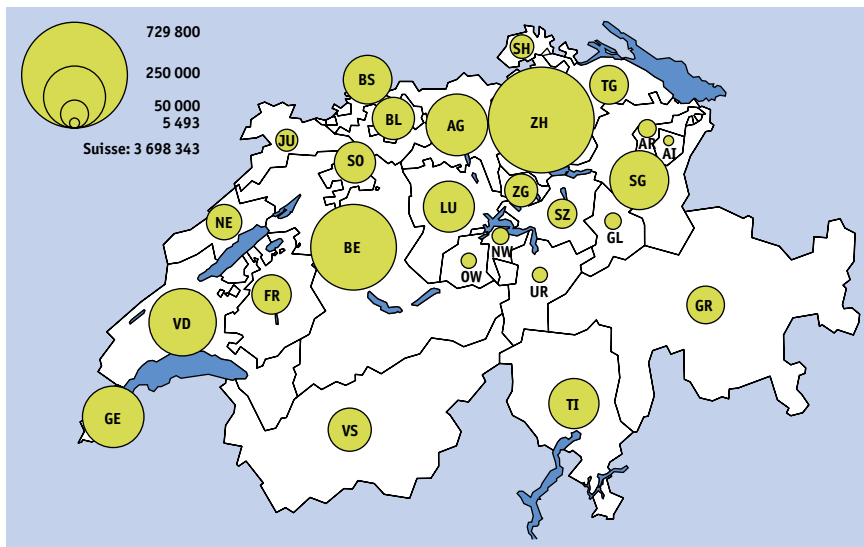
Localisation de l'établissement

L'établissement est l'unité de base du recensement, à partir duquel les données sont relevées. Il s'agit d'une unité locale clairement délimitée (magasin, bureau, fabrique, etc.) où s'exerce une activité économique pendant au moins vingt heures par semaine. Le recensement des entreprises relève l'emplacement géographique exact de chaque établissement et détermine, à l'aide du géocodage, les coordonnées précises de sa localisation (X/Y). De plus, chaque établissement se voit attribuer le nom officiel de la commune correspondante ainsi que le numéro de commune OFS, ce qui permet de répartir les unités de production entre les différents niveaux géographiques.

Les données géoréférencées sont utilisées dans de multiples projets et servent, par exemple, de base d'informations pour aménager une ville ou un site, ou pour élaborer un concept de lotissements. Une administration communale peut ainsi découvrir les aspects économiques régionaux des zones d'activités en étudiant les résultats du recensement. Elle peut, en effet, établir si les entreprises sont installées dans des zones d'activités ou d'habitations mixtes (habitations et activités), comparer leur situation avec d'autres villes (éta-lonnage) et, le cas échéant, décider si une zone d'activités devrait subsister ou subir une réaffectation parcellaire.

Graphique 2

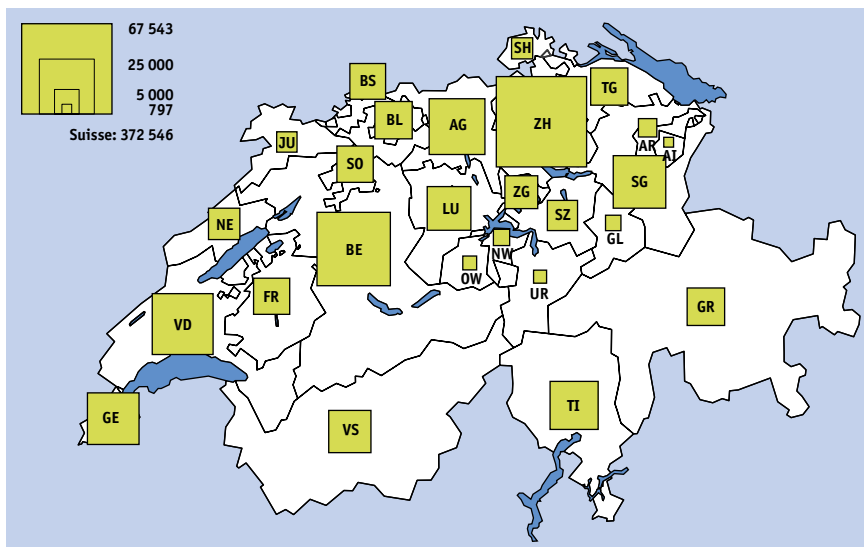
Emplois en nombre absolu, d'après le recensement des entreprises, 2005



Source: OFS/La Vie économique

Graphique 3

Établissements en nombre absolu, d'après le recensement des entreprises, 2005



Source: OFS/La Vie économique

Les données du recensement, disponibles à un niveau géographique très détaillé, sont également utilisées dans un modèle d'estimation des loyers des surfaces commerciales. Ainsi, une entreprise spécialisée peut évaluer un bien immobilier non seulement par rapport à sa localisation dans une commune, mais également par rapport à sa situation régionale. Une échelle hectométrique est particulièrement adéquate à l'intérieur des villes: les différences y sont perceptibles et la visibilité des établissements optimale. Au moyen d'un système d'information géographique (SIG),

les données du recensement sont réparties sur le territoire et ensuite utilisées comme indicateurs dans le modèle d'estimation.

L'entreprise (ou unité institutionnelle), autre niveau d'analyse, est la plus petite unité juridiquement indépendante et peut se composer d'un établissement unique ou de plusieurs (siège principal et filiale). Comme le recensement distingue les entreprises marchandes et non marchandes, il devient alors possible d'analyser l'ampleur du secteur non gouvernemental sans but lucratif en Suisse. De plus, grâce au classement des entreprises selon leur forme juridique et donc leur appartenance au secteur public ou privé, un institut de recherche peut comparer la densité et l'évolution des administrations des cantons et des villes suisses au fil du temps.

Emploi

Par emploi, le recensement des entreprises entend toutes les personnes (y compris les propriétaires et les collaborateurs familiaux) qui, le jour du relevé, travaillent contre rémunération ou bénévolement, au moins six heures par semaine dans l'un des établissements recensés. Les personnes occupées qui ont plusieurs employeurs sont comptées plusieurs fois (une fois par employeur). Afin d'améliorer la comparabilité des résultats, les emplois à temps partiel sont convertis en équivalents plein temps (EPT). Ainsi, deux emplois à 50% équivalent à un seul EPT. Cette conversion permet de mieux mesurer l'évolution du nombre d'emplois entre les différents recensements et d'effacer les distorsions dues à l'augmentation du travail à temps partiel. Les entreprises sont, en outre, réparties dans des classes de taille distincte en fonction de leur nombre d'EPT: les petites et moyennes entreprises (PME) comptent moins de 250 EPT, au contraire des grandes entreprises. Les résultats du recensement permettent, ainsi, de mesurer l'importance des PME pour l'économie suisse ou d'étudier la variation de la taille moyenne des entreprises selon leur activité économique.

Le recensement dénombre non seulement les emplois selon le taux d'occupation, la nationalité et le sexe, mais aussi l'effectif des apprentis et des frontaliers par établissement. Les apprentis sont considérés comme des personnes occupées à plein temps et recensés dans l'établissement où ils travaillent. La volonté des entreprises de former des apprentis peut, par exemple, être appréhendée à travers leur nombre par établissement. Il devient alors possible d'étudier le rapport coût/bénéfice de la formation dans l'optique des entreprises suisses. Les résultats du recensement permettent, en outre, de suivre l'évolution du nombre d'apprentis par établissement, bran-

Une commune peut utiliser le recensement des entreprises pour planifier ses besoins en infrastructures routières, logements ou écoles, selon l'implantation des nouvelles entreprises ou la création d'emplois dans certains secteurs d'activités.



Photo: Keystone

che ou région sur plusieurs décennies. Les décideurs politiques peuvent ainsi vérifier si les mesures d'incitation propres à encourager les entreprises à accueillir davantage d'apprentis sont efficaces.

L'organisme de promotion économique d'un canton peut également décrire l'évolution de l'emploi sur une longue période et observer les branches qui en créent le plus. Il peut aussi mettre en évidence les agglomérations ou les communes les plus dynamiques en la matière ou mesurer l'évolution des emplois à temps partiel pour élaborer et proposer des mesures adéquates. Les résultats du recensement sont également d'une grande utilité dans l'administration publique. Ainsi, une commune peut planifier ses besoins en infrastructures routières, logements ou écoles, selon l'implantation des nouvelles entreprises ou la création d'emplois dans certains secteurs d'activités. Le nombre d'emplois dans un canton est également un facteur essentiel d'estimation des besoins à satisfaire et exerce donc une influence directe sur le calcul de la péréquation financière.

Activité économique

Les établissements sont classés selon leur activité économique principale, soit celle produisant la plus grande valeur ajoutée soit celle dénombant le plus d'emplois EPT. L'attribution de l'activité économique se fonde sur la Nomenclature générale des activités économiques (Noga). Celle-ci permet aussi de comparer la structure économique des établissements actifs en Suisse à celle des autres pays.

Un code Noga, couplé avec le taux de survie des nouvelles entreprises, peut constituer un indicateur permettant d'évaluer l'attrait ou le

risque suscité par l'activité économique. Il est aussi possible de calculer le potentiel de marché d'un produit ou d'un service à l'aide du nombre d'établissements et d'emplois. Ainsi, un fournisseur établi dans le domaine de la confiserie ou de la boulangerie peut estimer son potentiel et développer sa stratégie de pénétration du marché par le biais du nombre de magasins d'alimentation ou de dépannage (épiceries de quartier, stations-service, etc.).

Vers une offre plus grande de données

Afin de garantir un suivi plus régulier de la structure économique de la Suisse et d'alléger la charge administrative engendrée par les enquêtes auprès des entreprises, l'OFS envisage de procéder à un recensement annuel à partir de 2011 en utilisant en grande partie les données administratives et celles contenues dans les registres. Outre le fait que les informations seront disponibles plus fréquemment, le catalogue de variables recensées pourra être étendu et le nombre de celles relevées directement auprès des entreprises se réduira en proportion. Ainsi, les utilisateurs de données bénéficieront d'informations plus récentes sur le tissu économique de la Suisse pour leurs recherches, analyses et prises de décision. Ils pourront aussi étendre leurs champs d'analyse en disposant d'une source d'informations couvrant de nouvelles dimensions.

Encadré 1

Informations

Pour de plus amples informations ou commandes de données, n'hésitez pas à contacter notre service de renseignements au 032 713 62 66 ou bzinfo@bfs.admin.ch.